

Publié le: 17-07-2008



Libraire.fr. Avocat et enseignant à l'University College de Dublin, Rossa Fanning, collaborateur du quotidien Irish Times, revient sur les propos du président français.

Quelle a été la réaction des Irlandais aux propos de Nicolas Sarkozy ?

Il est commode pour Nicolas Sarkozy d'évoquer un second référendum mais cela montre que, comme la plupart des autres leaders européens, il n'a pas compris les raisons profondes du non des électeurs irlandais, ni les inquiétudes que ce choix exprimait. Leur tordre le bras pour tenter de les faire revenir sur leur décision est contre-productif car, dans leur écrasante majorité, ceux qui ont voté non ne regrettent pas d'avoir rejeté le traité.

La campagne avait été intense et la participation massive. Ce non, en outre, s'inscrit dans la continuité de ceux exprimés trois ans plus tôt par les Français et les Néerlandais. Les opinions publiques, dans de nombreux pays européens, sont hostiles à une intégration plus étroite.

Personnellement je le regrette car j'ai voté oui. Mais l'Union européenne ne peut pas ne pas respecter le choix souverain des Irlandais, sauf à susciter en eux un durable ressentiment. Après le non des Français, on ne leur a pas demandé de revenir sur leur décision en les faisant voter à nouveau sur le même texte. On le ferait en revanche avec les Irlandais seulement parce qu'ils sont moins nombreux et parce qu'ils sont, cette fois, les seuls à s'exprimer au suffrage universel sur le traité ?

Comment sortir de cette situation ?

Il n'y a que trois possibilités. L'une serait de reconnaître purement et simplement la mort du traité de Lisbonne. Une autre serait d'appeler les Irlandais à revoter ce texte, qu'ils ont rejeté, en le maintenant en l'état. Il reste une troisième hypothèse, une sorte de compromis, avec un nouveau vote mais sur un texte largement amendé, en tenant compte de ce qu'ils ont exprimé les Irlandais par leur non. Sans de tels changements jugés significatifs par l'opinion publique, le gouvernement et la quasi-totalité des partis qui sont en faveur du traité de Lisbonne perdraient toute crédibilité à en appeler aux électeurs pour un nouveau référendum.